

Crise politique au Pérou : les mobilisations se poursuivent et convergent vers la capitale

Par [Sophie Alary](#), le 16/1/2023 à 05h25

Au Pérou, la mobilisation ne faiblit pas depuis la destitution du président Pedro Castillo, le 7 décembre. Au-delà des appels à la démission de la présidente par intérim, Dina Boluarte, les manifestants réclament des changements politiques et sociaux profonds.



Après un week-end marqué par les manifestations et les blocages de routes, plusieurs milliers de manifestants se dirigent en bus et en camions vers Lima, ce lundi 16 janvier. Alors que l'état d'urgence, déclaré dans la capitale péruvienne et dans trois autres régions du pays, autorise l'armée à intervenir pour maintenir l'ordre et suspend la liberté de réunion et de circulation, la semaine s'annonce explosive.

Manifestations au Pérou : l'état d'urgence décrété à Lima

Le pire est même à craindre, alors que les heurts entre forces de l'ordre et manifestants ont déjà fait au moins 42 morts depuis début décembre. La Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), qui a achevé vendredi 13 janvier une mission au Pérou, réclame une enquête impartiale sur la répression des manifestations, dénonçant un « usage excessif de la force ».

En ciblant la capitale, les manifestants espèrent donner plus de poids à leurs revendications : ils exigent la démission de la présidente Dina Boluarte, présidente par intérim jusqu'aux prochaines élections prévues en 2026, des élections anticipées et la rédaction d'une nouvelle Constitution.

L'exécutif reste sourd aux revendications

Pour l'instant, l'exécutif reste sourd aux revendications. « *Le pouvoir donne l'impression qu'il cherche encore à s'installer, il y a quelques jours à peine le chef de cabinet, Alberto Otarola, faisait voter un vote de confiance au Congrès* », fait remarquer Camille Boutron, sociologue à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (Irssem) et spécialiste du pays. Dans un message retransmis vendredi dernier, Dina Boluarte a d'ailleurs refusé de démissionner.

Loin de vouloir calmer le jeu, le gouvernement tente de réduire le mouvement de protestations aux seules violences. Il laisse entendre que les manifestants sont encouragés par des groupes de soutien radicalisés de Pedro Castillo, le président destitué, au sein desquels des éléments de l'ex-faction marxiste du Sentier lumineux se seraient infiltrés.

Pérou : ouverture d'une enquête pour « génocide » contre la présidente Dina Boluarte

La police a d'ailleurs annoncé ce week-end l'arrestation d'une dirigeante syndicale de la région d'Ayacucho, Rocío Leandro, qui selon le gouvernement aurait été membre active, sous un autre nom, de cet ancien groupe armé actif dans les années 1980 et 1990. Cette militante est aujourd'hui accusée de financer la mobilisation et de recruter des manifestants.

Une trentaine d'institutions publiques ou privées ont été attaquées et incendiées depuis début janvier, et plusieurs dizaines de policiers ont été blessés. Les organisations de la société civile investies dans les manifestations ont, les unes après les autres, pris leurs distances avec ces actions, évoquant l'infiltration de casseurs.

Un risque fort d'enlèvement

Si la destitution de Pedro Castillo a été le facteur déclencheur de la mobilisation, « *ces manifestations s'inscrivent sur un temps long* », explique Camille Boutron. Le malaise est profond : depuis la fin de l'ère Fujimori, en 2000, après des années marquées par l'autoritarisme, la répression politique et la corruption, la démocratie péruvienne est toujours à la recherche d'un contrat social, d'un projet qui permettrait aux différents pans de la société de vivre ensemble.

Dans les rues et sur les réseaux sociaux, les manifestants se disent prêts à continuer la mobilisation, et affichent une détermination à la hauteur du ras-le-bol exprimé face au blocage politique. « *On assiste à une convergence entre les mobilisations : elles sont d'abord parties des communautés autochtones du sud-est du pays, historiquement discriminées, mais se sont étendues aux classes populaires des milieux urbains.* » La méfiance envers les institutions politiques est largement partagée, et les inégalités économiques et sociales sont plus fortes que jamais : un habitant sur quatre vit en dessous du seuil de pauvreté.

Au Pérou, la crise politique dégénère

Difficile d'anticiper un retour au calme à court terme. Pour Camille Boutron, « *si le pouvoir ne décide pas d'entamer un dialogue, on peut craindre le rétablissement d'une certaine forme d'autoritarisme pour mettre fin aux protestations* ».